

Introduction

Les livres de politiques

Perspectives de recherches

Christian LE BART et Éric TREILLE

Éric Zemmour se déclarant candidat à l'élection présidentielle à l'issue d'une longue vraie fausse tournée de conférences littéraires, Valérie Pécresse relançant une campagne en panne en publiant un livre témoignage personnel à quelques semaines du premier tour (*Le temps est venu*, Éd. Bouquins, 2022), Christine Taubira, candidate éphémère, retenue pour son ouvrage *Nuit d'épine* (Plon, 2019) par la sélection finale du Grand prix du roman de l'Académie française, Bruno Le Maire invité à s'exprimer sur la Matinale de *France-Inter* comme ministre « mais aussi comme écrivain » (11 janvier 2021), François Hollande dédiant ses mémoires en un tour de France digne de Charles IX, Nicolas Sarkozy se hissant en tête des ventes de livres, toutes catégories confondues, avec *Le Temps des tempêtes* tome I (Éd. de l'Observatoire, 2020) ... Qui douterait encore de la modernité du livre politique ? À quiconque serait tenté de croire que les médias numériques ont renvoyé le livre au musée des accessoires désuets du marketing politique, l'actualité ne cesse d'apporter les preuves du contraire. Comme scène politique seconde, le monde de l'édition s'impose au même titre que les plateaux de télévision ou les réseaux sociaux. Les professionnels de la politique, s'ils savent l'importance de twitter quand il s'agit pour eux d'exister en réaction à l'événement, savent aussi la légitimité que confère, au-delà des péripéties quotidiennes qui font l'actualité politique, le fait d'avoir écrit, signé, publié.

Plus que jamais, le livre s'impose comme passage obligé pour tout politique cherchant à gagner en présidentialité. Plus que jamais, le livre est perçu comme un moyen efficace à disposition des prétendants plus jeunes pour attirer l'attention, délivrer un message personnel, faire entendre une petite musique. Et plus que jamais, le livre politique s'impose comme mode de communication privilégié pour ceux qui, tels les anciens présidents, souhaitent continuer à exister dans le champ politique alors même qu'ils n'occupent plus de positions politiques officielles. L'exercice de publication permet de toucher un large public, directement par le biais des librairies et bibliothèques, indirectement à travers les

multiples dispositifs de reprise dans la presse écrite, sur les réseaux sociaux, à la télévision. Invitation chez Laurent Ruquier, bonnes pages publiées dans *Le Point* ou dans *l'Obs*, la sortie d'un livre est d'abord l'occasion, sinon le prétexte, pour occuper le devant de la scène, se rappeler au bon souvenir des électeurs, travailler son statut de « personnalité politique ». Du livre et de son auteur (ou autrice), on ne sait jamais trop qui est au service de qui... Ainsi lors de ces séances de dédicaces au fil desquelles les anciens présidents Sarkozy et Hollande, réinventant à leur manière la figure imposée du voyage présidentiel, tentent de renouer le contact (abîmé par l'exercice du pouvoir) avec les Français.

Livres politiques, livres *de* politiques

On ne saurait ici se laisser abuser par l'usage d'un singulier générique : *le* livre politique n'existe guère, sinon sous la forme d'un objet multiple et changeant. Sans doute s'est-il figé, au fil des décennies, en un genre dont on lira la manifestation la plus objective dans la catégorisation opérée par les libraires eux-mêmes : mais la porosité des frontières ainsi délimitées saute aux yeux de l'observateur... Les livres de politiques côtoient en librairie les livres de journalistes politiques, de politologues, d'intellectuels, d'essayistes... L'écosystème éditorial ainsi constitué mériterait au passage d'être étudié en tant que tel, ne serait-ce qu'en raison des multiples interactions qui unissent ces diverses familles d'auteurs, et parce que certaines productions sont éminemment hybrides (*quid* par exemple du livre *Un président ne devrait pas dire ça* : livre sur François Hollande? de François Hollande?). En restreignant ici notre propos aux seuls livres *de* politiques, c'est-à-dire *signés* de personnalités engagées dans la vie politique, exerçant ou aspirant à exercer le pouvoir, on gagne évidemment en cohérence sociologique : car il est alors possible de penser l'acte de publication comme ayant partie liée à cette stratégie de conquête du pouvoir, autrement dit, en démocratie, de conquête de l'opinion. Mais même ainsi délimité, notre objet fait question. D'abord parce que le monde politique connaît lui-même des frontières incertaines. Nicolas Hulot, Cédric Vilani, Frédérique Vidal ou, à un autre niveau, Valérie Trierweiler, sont-ils des acteurs politiques au même titre qu'Emmanuel Macron, Anne Hidalgo, et Bruno Le Maire? Les ministres venant de la « société civile », pour se contenter de cet exemple, ne cherchent pas nécessairement à demeurer en politique au-delà de cette responsabilité ponctuelle : beaucoup ignoreront l'épreuve du suffrage universel, leur rapport à l'opinion n'est pas celui des élus. Cette position relativement marginale ne les empêche pourtant pas de publier, le plus souvent au terme de leur expérience ministérielle et pour prendre à témoin l'opinion de leur bonne volonté, et sans doute aussi car ils se retrouvent bien seuls au terme de leur incursion dans un champ politique dont ils ont découvert la violence¹. La notoriété brièvement acquise par l'expérience ministérielle peut suffire à convaincre un éditeur. À l'inverse, les élus locaux les mieux implantés, ceux qui,

1. Voir par exemple : LAPORTE Bernard, 2009, *Un bleu en politique*, Paris, Presses de la Cité.

quand c'était possible, jouaient du cumul des mandats sous toutes ses formes, n'ont pas forcément accès aux grandes maisons d'édition nationale, pas plus qu'ils n'ont accès aux grands médias nationaux. Souvent peu connus à l'échelle nationale, ils ne pourront au mieux, si l'aventure les tente, que démarcher les éditeurs régionaux²...

Ces quelques remarques visent à rappeler une donnée simple : les politiques présents en librairie sont, sauf exception, les personnalités politiques déjà connues du grand public et déjà consacrées par les médias audio-visuels dominants. Sur ce terrain comme sur d'autres, la visibilité obéit à une logique circulaire, et la notoriété va à la notoriété. Les éditeurs donnent en priorité la parole à ceux qui sont déjà bien installés dans l'espace public, ils consacrent des figures déjà connues et ne risquent qu'exceptionnellement à propulser un inconnu sur le devant de la scène³. Ce faisant, ils contribuent à la clôture du petit monde politique sur un cercle étroit de personnalités dont on connaît les visages, qui figurent dans le paysage depuis longtemps à travers une multitude de rôles endossés et d'institutions dirigées, simultanément ou successivement⁴...

Diversification, banalisation, désacralisation...

Cette relative clôture côté auteurs choquera le démocrate soucieux d'une ouverture pluraliste de l'espace public éditorial ; elle rassurera le chercheur désireux de se confronter à un objet cohérent. Mais ce même chercheur constatera pour le coup avec inquiétude la diversité des ouvrages publiés. La cohérence observée au niveau de la sociologie des auteurs ne se retrouve pas, loin s'en faut, au niveau des contenus des livres : mémoires, récits d'expériences, autobiographies, autoportraits, programmes politiques, diagnostic sectoriel ou territorial, mais aussi biographies historiques et pourquoi pas romans et oeuvres de fiction... Les recueils poétiques de Dominique de Villepin posent sans doute au libraire soucieux de classifications rigoureuses les mêmes problèmes (qu'eût apprécié Georges Perec) que les romans de Valéry Giscard d'Estaing (de l'Académie Française), la biographie d'Henri IV par François Bayrou ou, plus récemment, les essais historiques d'Alexis Corbières. Cette diversité peut décontenancer. Il n'est pourtant pas certain que la variété des genres ainsi recensés suffise à démontrer

2. Le président de la Région Bretagne, Loïc CHESNAIS-GIRARD, publie ainsi en 2020 *Le souffle breton : une région pour la République*, chez un petit éditeur breton (Locus Solus, Châteaulin). Impossibilité objective d'accéder aux éditeurs nationaux ? Ou bien, à l'approche des élections régionales, stratégie d'implantation assumée, le territoire couvert par l'éditeur étant le territoire électoral visé, dans un contexte où la question de l'identité régionale est évidemment plus sensible qu'ailleurs ?

3. Contre-exemple intéressant : les tous premiers livres signés d'élus homosexuels effectuant de la sorte leur coming-out ont été le fait de politiques encore peu connus, et à qui précisément la publication confèrera le statut de personnalité politique. Ainsi Jean-Luc ROMERO (2001, *On m'a volé ma vérité*, Paris, Seuil).

4. L'homologie entre éligibilité éditoriale et éligibilité politique ne doit pas être poussée trop loin. Comme le suggèraient les remarques précédentes, un politique bien implanté dans le champ politique peut peiner à se faire éditer, quand un éphémère ministre jamais élu peut au contraire faire l'actualité éditoriale... Sur la façon dont les médias audiovisuels invitent en priorité les politiques occupant des positions institutionnelles élevées, voir l'article classique d'Éric DARRAS (1995).

la pluralité des logiques d'action qui inspirent la publication. Si, comme on a essayé de le montrer ailleurs, le genre choisi est globalement corrélé à la position de l'auteur dans le champ politique (Le Bart, 1998), c'est encore et toujours l'opinion publique qu'il s'agit de séduire ou de convaincre, c'est l'électeur que l'on traque derrière le lecteur, c'est le combat politique qui se prolonge par d'autres moyens. Un candidat à l'élection présidentielle jouera de l'équation qui assimile celle-ci, selon la formule consacrée, à la rencontre entre un « homme » ou une « femme » et un « peuple », un jeune ministre disgracié peut plus modestement attirer l'attention en faisant le récit de son expérience de néophyte, un maire urbain peut espérer faire partager sa passion pour sa ville, un chef de parti minoritaire peut présenter un contre-projet de société, un spécialiste des dossiers d'environnement peut consigner une expertise technique des solutions possibles, un directeur de campagne peut dévoiler les coulisses de celle-ci... Mais tous, à leur façon et à leur place, visent à travailler leur popularité en espérant que les lecteurs du jour soient les électeurs de demain⁵.

On chercherait vainement un genre éditorial dont les politiques ne se soient, fût-ce ponctuellement, emparés. Livre-jeunesse⁶, livre de cuisine, polar, recueil de poésie... Cette diversification trouve sans doute son moteur le plus puissant dans le jeu croisé des stratégies d'alignement sur les normes à suivre (il faut désormais publier pour exister en politique) et des stratégies de distinction (il faut faire ce que les autres n'ont pas encore fait). Alimentée par les maisons d'édition et les médias en général, la compétition politico-éditoriale incite les plus audacieux (ou les plus capables) à retisser les liens distendus entre champ politique et champ littéraire. On aurait pu croire qu'à l'heure de la professionnalisation des fonctions politiques, la prétention au cumul des positions (un pied en politique, un pied en littérature) avait perdu tout fondement. Le temps n'est évidemment plus des grands poètes (Alphonse de Lamartine ou Victor Hugo) pouvant prétendre transformer mécaniquement leur gloire d'écrivains en légitimité gouvernementale. Le cas d'un Paul Déroulède⁷ s'engageant en politique à la fin du XIX^e sur la base du succès que lui ont procuré ses *Chants du soldat* est à cet égard très instructif : jouant sur les deux tableaux et escomptant un double profit, il se condamne en réalité à une double marginalisation : le voilà, quand les fonctions politiques commencent à se professionnaliser, trop poète pour gouverner ; et sans doute aussi, en sens inverse, trop engagé en politique pour pouvoir revendiquer la pureté du poète authentique.

Si le XX^e siècle a pu connaître quelques figures joliment anachroniques d'écrivains ministres (André Malraux) ou de grand poète élu (Aimé Césaire), il signifie plus profondément l'avènement des professionnels de la politique peu disposés (et peu disponibles) pour la chose littéraire. Le mythe du diplomate-écrivain,

5. Sans doute la formule est-elle restrictive : on peut aussi publier en fin de carrière et sans ambition électorale, pour par exemple se justifier, donner sa version des choses, et pourquoi pas parfaire sa place dans l'Histoire. C'est pourtant bien toujours l'opinion publique qui est visée, avec ou sans arrière-pensées « électorales ».

6. HOLLANDE François, 2020, *Leur État, expliqué aux jeunes et aux moins jeunes*, Paris, Glénat Jeunesse.

7. Voir dans cet ouvrage la contribution de Cédric Passard.

de Jean Giraudoux à Paul Morand ou de Saint-John Perse à Romain Gary, se maintient en marge du politique, tandis qu'en sens inverse les écrivains dits *engagés* préfèrent influencer l'opinion sans envisager d'exercer directement des fonctions décisionnelles ou d'affronter directement le suffrage universel.

L'ère de la technocratie et des managers n'a pourtant pas emporté le livre politique. Certes, pour l'essentiel, celui-ci s'est dé-littérisé : il relève d'une pure écriture largement affranchie de toute sacralité littéraire. Il est un support de communication que sa banalité-même rend presque ordinaire. Cette désacralisation du livre emprunte beaucoup au modèle états-unien. On observe de même au Québec que l'avidité éditoriale des politiques se double d'un renoncement total à toute ambition littéraire⁸. Mais ce résultat est-il complètement transposable au cas français ? On peut, s'agissant de l'hexagone, y apporter des nuances. Ce n'est pas s'enfermer dans un lieu commun que de rappeler la place spécifique qu'occupent, dans la société française, les hommes et femmes de lettres. La plasticité de la catégorie « écrivain » (Heinich, 2000) autorise les prétentions les plus aventureuses. Les politiques, dans un contexte de démonétisation pour le moins déstabilisante des grandeurs spécifiquement politiques, ne peuvent que difficilement résister à la tentation de puiser dans cette grandeur alternative que confère, à défaut d'être un « écrivain », le fait d'avoir écrit un livre. Une telle désautonomisation (partielle) du champ politique trouve son origine dans le coup d'éclat éditorial réalisé par le général de Gaulle. En publiant au fil des années 1950 ses *Mémoires de Guerre*, celui-ci n'empruntait qu'en apparence au modèle convenu du grand militaire devenant mémorialiste une fois la guerre terminée (Foch ou Joffre par exemple après 1914-1918). Il n'échappa à personne, y compris à l'époque, que la finalité des mémoires était toute autre : il s'agissait pour l'homme du 18 juin, en jouant de la médiatisation que ne pouvait manquer de susciter la publication, de se repositionner dans le jeu politique. L'aventure du RPF ayant tourné court, restait à l'intéressé la tactique qui avait toujours eu sa préférence : s'adresser directement aux Français, sans s'encombrer des institutions et des corps intermédiaires (les partis politiques par exemple). Ce faisant, le général de Gaulle importait en politique des formes de légitimité *a priori* dépassées : la grandeur militaire bien sûr, dont il faisait le récit héroïque ; et la grandeur littéraire, à contre-courant des évolutions évoquées.

L'héritage gaullien est ambivalent. La Cinquième République précipite l'arrivée au pouvoir des hauts-fonctionnaires et des technocrates offrant un nouveau profil de professionnels de la politique et empruntant à une rhétorique de modernisation de l'État et de l'action publique qui se situait au plus loin de toute sensibilité littéraire. Le poids des énarques ira grandissant, et avec eux une culture qui n'est plus celle des humanités chères à la vieille classe politique. En même temps, ce régime présidentiel inédit postulait la présence au sommet de l'État d'une figure charismatique dont la grandeur ne pouvait être seulement politique. Le chef d'État incarnera la France, il sera donc forcément écrivain dans

8. Voir dans cet ouvrage la contribution d'Anne-Marie Pilote et de Arnaud Montreuil.

l'âme. Cette équation sera paradoxalement validée y compris par les adversaires du général, le consensus se faisant sur ses talents de plume. On sait le profit qu'en tirera François Mitterrand jouant le rôle du président quasi écrivain (ou écrivain empêché⁹), ou même, sur un mode plus modeste et plus près de nous, Emmanuel Macron jouant de sa proximité avec le philosophe Paul Ricœur ; on sait aussi l'acharnement que mettra Valéry Giscard d'Estaing à tenter de démontrer que son profil de polytechnicien énarque n'interdisait pas une certaine sensibilité littéraire... (Hourmant, 2010).

Que reste-t-il de cette littérarité présidentielle ? D'abord privilège présidentiel, la publication s'est figée en norme pour les successeurs du général de Gaulle avant de se banaliser à l'échelle de plus en plus large des candidats à l'élection présidentielle puis des présidentiables plus ou moins avérés. L'injonction à publier qui s'impose désormais à toutes les personnalités politiques s'est diffusée au détriment de la prétention littéraire, désormais très marginale. Si tous les politiques « visibles » cherchent à publier, peu sont en mesure, comme Bruno Le Maire, de revendiquer un statut d'« écrivain »¹⁰ ou mieux encore d'inspirer un personnage de fiction dans un roman de Michel Houellebecq (*Anéantir*, Albin Michel 2021). Le pouvoir distinctif du livre s'est érodé : allégé de toute sacralité littéraire, il n'est plus qu'un support de communication parmi d'autres, sans doute un peu plus légitime, un peu plus digne de retenir l'attention et d'échapper au brouhaha et à la cacophonie qu'un simple tweet ou une tribune dans la presse... Sans doute confère-t-il, à l'ère du tout numérique, un peu de cette légitimité associée au temps long de la réflexion (temps long de la lecture, temps long de l'écriture, à opposer bien sûr aux réactions instantanées des réseaux sociaux ou à la tyrannie de la petite phrase à la télévision) : mais cette légitimité en quelque sorte « historique », celle-là même dont avait su jouer François Mitterrand dans une « Lettre à tous les Français » dont on voulut nous faire croire qu'elle avait été écrite à la main (un procédé qu'Emmanuel Macron a quasiment reproduit à l'identique pour se déclarer candidat à l'élection présidentielle en mars 2022), n'est plus tout à fait la grandeur littéraire.

Dans un contexte de crise du modèle de la technocratie et de la haute fonction publique, la posture littéraire, pour désuète qu'elle puisse paraître, connaît une paradoxale fortune. Ce que traduit par exemple le choix de la biographie historique comme genre hybride, à mi-chemin entre écriture littéraire et considérations politiques, sur fond de montée en présidentiabilité : François Bayrou et son *Henri IV*, Philippe Séguin et son *Napoléon III*, Jack Lang et son *François 1er*, Alain Juppé et son *Montesquieu*, Nicolas Sarkozy et son *Georges Mandel*, tous ont clairement cherché à jouer cette carte distinctive¹¹. L'ambition historique

9. Désignant l'Académie française, François Mitterrand aurait déclaré en 1988 : « Si je ne m'étais pas présenté comme président, je serais allé là » (*Le Monde*, 4 mars 2022).

10. Voir dans cet ouvrage la contribution de Christian Le Bart.

11. Le livre participe ici de l'accumulation d'un « capital médiatique individualisé », à opposer au « capital médiatique institutionnalisé » (DAVIS et SEYMOUR, 2014). Pour une discussion de la notion de « capital médiatique », voir : DESRUMAUX et NOLLET, 2021.

peut même se doubler d'une inscription territoriale, comme lorsqu'Alain Juppé publie en octobre 2018 un *Dictionnaire amoureux de Bordeaux* (Plon, 2018)¹².

Fortune et infortune du livre politique : la position ambivalente des commentateurs

Les livres (de) politiques se caractérisent aussi par l'écho qu'ils suscitent dans l'espace public. Les chiffres de vente, lorsqu'ils sont bons, sont mis en avant comme indices de popularité voire comme anticipation d'un possible succès électoral. La compétition éditoriale redouble pour les commentateurs la compétition politique en empruntant à une même grammaire, celle de la compétition sportive. Faut-il lire les chiffres de vente comme de quasi sondages? Le magazine *Le Point* a pu ainsi titrer « Baroin 1, Péresse 0 » : « Baroin vend peu mais plus que Péresse » (*Le Point*, 2 janvier 2020). *Quid* du succès des tournées de dédicace? Des commentaires sur les réseaux sociaux? Les éditeurs, jouant de la force quasi performative des déclarations tonitruantes quant au nombre d'exemplaires vendus (nombre en réalité inaccessible au public), sont évidemment des agents très actifs dans cette compétition. Nicolas Sarkozy « serial vendeur »? : « En moins de trois semaines, s'enthousiasme par exemple *Le Point* (12 septembre 2019), le livre de l'ancien président [*Passions*] s'est déjà vendu à plus de 100 000 exemplaires! Et l'été ne fait que commencer : le livre de souvenirs de Nicolas Sarkozy est bien parti pour devenir le best-seller de l'été. »

S'il est un succès, l'ouvrage fonctionne comme accélérateur de carrière, à toutes les étapes de celle-ci : il peut faire connaître au plus grand nombre un jeune élu en quête de notoriété, il peut donner consistance à une personnalité familière mais un peu lisse, il peut permettre au perdant d'une élection de reprendre la main, à un retraité de continuer à exister dans le champ politique sans position institutionnelle... Ces scénarios vertueux sont pourtant l'exception. Beaucoup de politiques échouent à convaincre les éditeurs (c'est un point, reconnaissons-le, qui mériterait enquête au-delà des témoignages de ces derniers). Les éditeurs expriment volontiers leur lassitude face à une banalisation du livre politique qui, pour eux, est synonyme de désintérêt du public. Livres prévisibles, ton convenu, écriture impersonnelle, programmes politiques déguisés en livres..., une partie significative de cette production éditoriale ne dépasse pas le millier d'exemplaires vendus. La presse a ainsi beaucoup glosé sur les 38 exemplaires vendus en 2010 par Christine Boutin (*Qu'est-ce que le parti chrétien démocrate?*)...

Les remarques précédentes mettent l'accent sur le rôle décisif joué, au terme du processus éditorial, par les médias, les journalistes et les commentateurs en général. Le succès d'un livre politique se remarque au fait qu'il se déploie sur tous les supports éditoriaux, presse quotidienne, hebdomadaires, et bien sûr radio, télévision, réseaux sociaux... D'un point de vue politique, cette étape est essen-

12. Ce dictionnaire devait préparer en douceur son entrée en campagne municipale; moins de six mois plus tard Alain Juppé quittait Bordeaux pour le Conseil constitutionnel!

tielle : le public d'une émission de télévision, émission politique ou talk-show, est arithmétiquement bien supérieur au lectorat direct atteint y compris par les plus chanceux des auteurs. Au point qu'on puisse se demander si le livre n'est pas finalement prétexte pour occuper le terrain. Le travail de promotion accompli par les auteurs auprès des grands médias est bien davantage qu'un simple accompagnement. La tournée de dédicaces façon Hollande ou Sarkozy ne compte-t-elle pas finalement davantage que les livres qui en constituent le prétexte¹³ ?

Il convient alors de restituer les configurations d'acteurs qui environnent chaque publication, d'analyser les plans médias concoctés à la fois par les éditeurs et par les entourages politiques. Libéré de son ancrage Gutenberg, le livre devient un produit multimédia ou trans-médiatique qui cumule les légitimités en réconciliant modernité et tradition. Il est par exemple systématiquement exhibé par les politiques sur leurs sites Internet et leurs comptes Twitter.

En s'émancipant ainsi de sa prison de papier, le livre politique échappe aussi à son auteur. Certes, celui-ci peut tenter de garder la main en assurant un service après-vente dont la tournée de dédicaces, là encore, est l'illustration la plus évidente. Mais la condition-même du succès réside dans la capacité des auteurs à susciter des réactions extérieures, si possible au plus loin du premier cercle des fidèles et des alliés politiques. Le dessaisissement ainsi escompté à la faveur d'une entrée dans l'espace public est d'abord synonyme de réception critique. Les journalistes politiques, dont on rappellera au passage qu'ils sont eux-mêmes producteurs de livres politiques (*Mots*, 2013), ne peuvent évidemment se cantonner à une réception docile. Entendant contribuer directement au débat démocratique, ils se font un devoir d'aborder les publications proposées par les professionnels de la politique avec la distance critique qui convient. Cette fonction critique se trouve avant tout dans le travail de sélection qu'ils opèrent en choisissant de parler de certains livres et pas des autres. Elle réside évidemment aussi dans la lecture qu'ils privilégient, désormais assez systématiquement marquée du principe de la suspicion. Il s'agit moins pour les journalistes de vérifier la vérité du propos que de déconstruire une intentionnalité stratégique en montrant que les politiques se donnent, au fil des textes qu'ils publient, le beau rôle, qu'ils sont habités par des arrière-pensées électorales, et que le souci affiché de l'intérêt général n'exclut pas l'intérêt carriériste de l'auteur. Plaidoyers à sens unique, les ouvrages imprégnés de ressentiment et d'esprit de vengeance suscitent par exemple la plus grande méfiance de commentateurs qui ont beau jeu de traquer l'aigreur comme moteur suspect de l'écriture et de disqualifier dans son principe-même l'entreprise éditoriale ainsi orientée¹⁴.

Réception critique encore lorsque les journalistes mentionnent des chiffres de vente décevants ou en demi-teinte, ou s'amuse d'échecs cuisants qu'ils ne manquent pas d'interpréter comme signes d'un désaveu de l'opinion. Ou encore lorsqu'ils jettent une lumière crue sur les conditions bien triviales d'écriture

13. Voir dans cet ouvrage la contribution d'Éric Treille.

14. Voir dans cet ouvrage la contribution de François Hourmant.

des ouvrages, en mentionnant les auteurs vrais (*ghost-writers*) et en réduisant le politique qui prétendait s'élever au-dessus de la mêlée (et faire œuvre d'écriture) au statut banal de politicien bien entouré, seulement désireux de faire un « coup » médiatique, mais au fond incapable de tenir la plume lui-même... Le désenchantement devient mordante ironie lorsque par exemple les journalistes de *Quotidien* (TMC), s'affranchissant des pudeurs du journalisme politique classique, dévoilent les peu reluisantes stratégies de promotion d'un livre politique (la diffusion d'images montrant des députés de La France insoumise exhibant leurs ouvrages lors des questions au gouvernement est ainsi devenue une séquence récurrente de l'émission) ou bien les médiocres conditions de sa réalisation, renvoyant le politique au rôle pathétique de l'ambitieux cherchant à tout prix à briller¹⁵.

Parce qu'il lui échappe, le livre peut donc aussi se retourner contre son auteur. Les commentateurs peuvent neutraliser ou même ridiculiser l'ambition éditoriale d'un politique. Ils peuvent aussi retourner les contenus de celui-ci contre celui-là même qui les aura signés. Le livre reste, et avec lui des analyses, des promesses, des prévisions, dont on sait qu'elles résistent inégalement à l'épreuve du temps. Rappeler le mot cruel à l'endroit d'un adversaire devenu allié, la promesse oubliée une fois au pouvoir, le refus d'un programme d'action endossé depuis...ou retrouver dans une œuvre de jeunesse des marques de sexisme une fois l'auteur devenu... candidat à l'élection présidentielle¹⁶ ou premier ministre¹⁷ ! Il est clair que les personnalités politiques doivent doser avec prudence leurs audaces de papiers. Les plus expérimentés savent jusqu'où ne pas aller trop loin, à l'image d'un Jean-Marie Le Pen dont les mémoires contournent habilement les interdits juridiques qui sanctionnent le racisme et l'antisémitisme¹⁸. L'auteur suggère sans dire...

Le travail de déconstruction critique accompli par les journalistes politiques trouve toutefois sa limite dans le fait qu'ils sont eux-mêmes pris dans les logiques du champ politique et ont forcément tendance à prêter attention aux publications des politiques. Le souci de faire événement peut conduire à parler de « livre-choc » ou de « livre-événement » pour évoquer par exemple un texte qui délivre quelques portraits au vitriol des personnalités politiques du moment. Il n'est pas certain que la « comédie du pouvoir » (pour reprendre un titre utilisé par Françoise Giroud en 1977) fascine dans les chaumières comme elle fascine le petit milieu des élites parisiennes, mais il est incontestable que les journalistes, participant de ce petit milieu, contribuent au succès du genre « livre politique » en valorisant les contenus que celui-ci véhicule. Portrait du chef d'État en privé,

15. Ainsi l'émission du 24 juin 2020 à propos de la sortie du livre de François RUFFIN, *Leur folie, nos vies* (2020, Paris, Les liens qui libèrent).

16. Voir dans cet ouvrage la contribution de Christian Le Bart et Éric Treille sur Éric Zemmour.

17. Voir dans cet ouvrage la contribution de Sébastien Ségas sur Édouard Philippe. On pense aussi, sur un autre registre, à la façon dont François Bayrou exhuma face à Daniel Cohn-Bendit (4 juin 2009, lors d'un débat sur France 2) des phrases concernant la sexualité des enfants que celui-ci avait écrites dans un ouvrage datant de 1975 (*Le Grand Bazar*, Paris, Belfond).

18. Voir dans cet ouvrage la contribution de Bernard Pudal.

petite histoire d'une campagne électorale vécue en coulisses, anecdotes ponctuant une réforme avortée..., le livre politique prolifère sur le mythe, plus vivace que jamais, des coulisses politiques, là où les choses se jouent vraiment, là où les masques tombent, où les rapports de force s'exercent sans retenue, où les choses se disent crûment. Les coups bas, les petites phrases assassines, les anecdotes, les traits vengeurs, en un mot ce qui constitue (mais pour qui?) le sel de la vie politique devient l'argument central pour capter l'attention du public. À ce jeu, les hiérarchies se recomposent : tel ministre révoqué revendique un droit de parole affranchi de toute discipline gouvernementale et retourne, un temps au moins, la situation en sa faveur ; la marginalité dans le champ politique devient ressource auprès des éditeurs, des médias et du public si elle vaut présomption d'authenticité. Ainsi les présidents défaits (Nicolas Sarkozy et François Hollande) retrouvent-ils en librairie et dans le champ éditorial la première place (en tête des ventes?) à laquelle ils ont dû renoncer dans le champ politique. La tentation est forte, en s'inspirant à nouveau de la jurisprudence gaullienne, d'utiliser le livre comme ultime ressource à partir de laquelle on tentera un come-back (Delporte, 2014). Là encore, les commentateurs ne se sont pas privés de prêter des intentions de cet ordre à tous les défaits saisis par le désir de publier (Valéry Giscard d'Estaing, Lionel Jospin, et bien sûr les deux présidents déjà évoqués).

Le livre comme indice d'individualisation du champ politique

Une hypothèse traverse cet ouvrage collectif, selon laquelle la production éditoriale des politiques s'inscrirait dans une conception de plus en plus individualisée du champ politique (Cross, Katz, Pruyers, 2018). C'est un fait que les ouvrages sont de plus en plus centrés sur leurs auteurs : ils empruntent désormais volontiers à l'autobiographie, à l'autoportrait, ils jouent de plus en plus le jeu de la sincérité et de l'authenticité individuelle, à rebours des logiques d'institutions ou d'appareils. Le ton est souvent celui de la confiance. Et même lorsque, s'agissant par exemple des livres-programmes, le propos porte principalement sur la société française, ses travers, ses atouts, son avenir, le *je* d'énonciation joue dans le sens de l'individualisation. On est loin des ouvrages collectifs de la décennie 70, signés d'un parti politique ou d'un courant ; dépassé également, même s'il n'a pas disparu complètement, le livre-entretien arraché à un politique trop occupé pour écrire, peu soucieux de poser en auteur, et déléguant à un journaliste (en apparence au moins) l'initiative de la publication¹⁹. L'ambition éditoriale est désormais clairement affichée par les politiques, ils endossent une pleine et entière auctorialité que le portrait de couverture, sauf exception, traduit assez clairement. Le changement est considérable si l'on remonte à la Troisième République et à la pratique des recueils de discours se faisant quasiment (ou étant supposé se faire) *sans les intéressés*, comme si le métier politique, alors arrimé aux urgences de

19. Exemple des livres-entretiens de François MITTERRAND avec Alain Duhamel (1969, *Ma part de vérité*, Paris, Fayard) ou de Pierre MENDÈS FRANCE avec Pierre Bothorel (1974, *Choisir*, Paris, Stock).

l'instant, était jugé incompatible avec le temps long de l'édition d'un ouvrage²⁰. Si quelques politiques persistent à se mettre en scène comme s'étant fait prier pour publier, la grande majorité des auteurs politiques assument une intentionnalité éditoriale pleine et entière : ils entendent s'adresser au plus grand nombre, s'expliquer, proposer, mettre en débat, raconter ce qui s'est vraiment passé, dire aussi, bien sûr, qui ils sont et pourquoi ils font de la politique.

Dans un champ politique professionnalisé et individualisé, le livre politique est bien perçu comme résultat d'une activité elle-même individuelle. La question est alors posée de voir comment l'écriture trouve sa place parmi les diverses facettes du métier politique. Au-delà de la suspicion d'auctorialité fictive (bon nombre d'ouvrages sont délégitimés par les fuites qui révèlent que le signataire n'a guère tenu la plume²¹), la question est souvent posée du cumul des activités : comment peut-on à la fois publier et faire son métier de maire, de ministre, de parlementaire, de leader partisan ? Plus les fonctions sont prenantes, plus l'activité d'écriture s'éloigne des standards de l'écriture politique, plus le cumul est suspect. On comprend que l'écriture puisse meubler la traversée du désert qui suit une défaite ou un limogeage, on comprend qu'un candidat en campagne use du support livre pour faire connaître ses idées, mais comment pouvoir prétendre faire œuvre littéraire quand on est ministre en exercice, à l'exemple de Bruno Le Maire supposé mobilisé à plein temps pour sauver l'économie du pays (dans le contexte Covid) et arborant fièrement *L'Ange et la Bête* (Gallimard, 2021). Dans un climat de dénonciation des cumuls en tous genres et de valorisation des engagements exclusifs, un tel éclectisme est risqué. La figure du politique *dilettante* se profile, certes moins honteuse que celle de l'*usurpateur* qui n'a rien écrit de ce qu'il a signé, mais qui vient rappeler la difficulté de publier lorsqu'on est au pouvoir.

L'individualisation du livre politique (et par le livre politique) frappe tout particulièrement sur le terrain programmatique. On observe en ce domaine un net recul des partis politiques. Au terme de ce que nous avons proposé d'appeler une sorte de présidentialisme ordinaire (Le Bart, 2013), toute personnalité un peu visible peut se risquer au livre-programme plus ou moins sectoriel, s'érigeant par là même en micro-entreprise politique individuelle. Ainsi lira-t-on la carrière éditoriale de Jean-Luc Mélenchon comme la traduction quasi mécanique de sa carrière politique, le passage par le livre-programme signant clairement son émancipation du PS, le *je* auctorial faisait directement écho au *je* présidentiable (ou présidentiel)²². De la même manière, en baptisant son nouveau micro parti du nom de son ouvrage (*L'engagement*, Grasset, 2020), Arnaud Montebourg a souligné le lien désormais très fort unissant les stratégies éditoriales et les stratégies les plus strictement électorales.

20. Voir dans cet ouvrage la contribution de Chloé Gaboriaux.

21. Les exemples ne manquent pas : le *Mandel* de SARKOZY (1994, Grasset, Paris) fut particulièrement souvent visé par les commentateurs, d'où son faible effet de légitimation pour le futur président.

22. Voir dans cet ouvrage la contribution de Romain Mathieu.

La mécanique des primaires a systématisé cette tendance, incitant chaque candidat à la candidature à publier pour nouer un contact direct avec les sympathisants qui arbitreront celles-ci. En adoptant, dans un mouvement de stratégies mimétiques, cette procédure inédite, les élites et les membres d'EELV, de LR et du PS n'ont pas seulement concédé la perte du monopole de la désignation de leur candidat à l'élection présidentielle de 2017 ; ils ont également abandonné leur « fonction idéologique », déléguant au vainqueur du scrutin le rôle d'auteur du programme politique du parti ainsi représenté. C'est de fait un nouveau type de formation politique que les primaires consacrent alors en France, le parti étant dessaisi (Cos, 2016) de ses missions de sélection et de production des idées et des programmes.

Les candidats de la droite ont tout particulièrement usé du verbe dans la conquête des électeurs de la primaire de 2016. Nicolas Sarkozy a annoncé sa décision personnelle de concourir à la primaire par un tweet reproduisant la photographie de la couverture de son ouvrage *Tout pour la France* (tweet accompagné de la phrase « ce livre est le point de départ »). Alain Juppé a publié quatre livres-programmes sur l'État, l'emploi ou encore l'école. De son côté, François Fillon a fait de son livre *Faire* le support doctrinal de sa campagne. Bruno Le Maire enfin a publié un « contrat présidentiel » sous la forme d'un programme de 1 000 pages, véritable « pavé dans la mare » lancé pour le débat de la primaire²³. Chacun des candidats, déclarés ou supposés (Nicolas Sarkozy avait publié *La France pour la vie*, un premier livre de confessions et de propositions, depuis sa fonction de président de l'UMP), s'est ainsi engagé dans des stratégies de publication alternant présentation de soi et exposé programmatique, confirmant ainsi que les primaires devaient moins à leur encadrement partisan qu'à leur inscription anticipée dans le présidentielisme lettré typique de la Cinquième République.

En faisant en sorte que la primaire se déroule également en librairie, les différents candidats ont acté le dépassement du strict cadre partisan. En cela, ils ont fait le choix d'endosser le « régime de singularité » associé à la figure de « l'auteur » (Heinich, 1995). Le choix de valoriser « l'écriture politique » (Ollivier-Yaniv, 2003) en la rattachant à « l'écriture » a permis en outre de taire les procédés de délégation d'écriture programmatique et de réinstaller la dimension individuelle de l'acte de candidature à la primaire.

La logique d'individualisation éditoriale s'observe y compris au sein des partis récusant le jeu des primaires. Jean-Luc Mélenchon a ainsi créé une collection nommée *Les cahiers de l'Avenir en commun* (publiée par les éditions du Seuil et directement disponible dans les librairies) dont les premiers numéros (consacrés

23. Jean-François COPÉ, 2016, *Le sursaut français*, Paris, Stock ; François FILLON, 2015, *Faire*, Paris, Albin Michel ; Alain JUPPÉ, 2015, *Mes chemins pour l'école*, Paris, Jean-Claude Lattés ; 2016, *Pour un État fort*, Paris, Jean-Claude Lattés ; 2016, *Cinq ans pour l'emploi*, Paris, Jean-Claude Lattés ; Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, 2016, *Nous avons changé de monde*, Paris, Albin Michel ; Bruno LE MAIRE, 2016, *Ne nous résignons pas !*, Paris, Albin Michel ; Nicolas SARKOZY, 2016, *La France pour la vie*, Paris, Plon ; 2016, *Tout pour la France*, Paris, Plon.

à la Sixième République et à la planification écologique) présentent en couverture une photographie du leader de La France insoumise (LFI)²⁴.

Le livre joue encore dans le sens de l'individualisation du champ politique lorsqu'il confère à son auteur des ressources économiques contribuant à son indépendance. Cumulé aux réformes du financement de la vie politique qui rendent possible le financement public des formations politiques les plus personnalisées, le mécanisme des droits d'auteur peut sans doute, pour les quelques personnalités parvenant à des tirages quantitativement significatifs, inciter à jouer la carte de l'autonomie par rapport aux grands partis politiques classiques. Que son *Henri IV* (Flammarion, 1994) ait été un best-seller n'a pas été étranger à la stratégie « individuelle » de François Bayrou : le succès témoignait d'un bon contact avec l'opinion publique, il rendait aussi financièrement viable le pari d'une autonomisation qui permettra les candidatures aux présidentielles de 2002, 2007 et 2012. De la même manière, les 140 000 euros d'avance qu'aurait proposé Albin Michel à François Fillon pour qu'il signe son livre *Faire* n'a pas été sans incidence sur le financement de son micro-parti et de sa campagne pour les primaires de la droite et du centre de 2016²⁵.

Individualisation du champ politique, donc. Mais individualisation pour le moins paradoxale dans la mesure où les stratégies de fabrication d'une *personnalité politique* individualisée sont en réalité plus que jamais... des stratégies collectives. Derrière la figure médiatiquement construite, il y a les entourages (Eymeri-Douzans *et al.*, 2015), les conseillers en communication, les éditeurs, et parfois ces « plumes de l'ombre » qui épargnent au politique le travail chronophage d'écriture (Treille, 2021). Romain Matthieu parle fort justement, s'agissant de Jean-Luc Mélenchon, d'une « coproduction de la singularité ». L'individualisation signifierait-elle impersonnalisation ?

Le livre politique comme ego-littérature ?

Alors même qu'il obéit à des modes de production de plus en plus impersonnels, le livre politique individualise aussi, paradoxalement, par le centrage qu'il propose, et de plus en plus, sur l'intimité de son auteur. La distance au rôle est sans doute inégale d'un livre à l'autre, et certains ouvrages convoquent une posture d'écriture qui demeure très institutionnelle. Mais même lorsqu'ils sont très directement politiques par leurs contenus (livres programmatiques par exemple), les ouvrages donnent à voir des personnalités politiques qui s'affranchissent très largement des rôles et des stéréotypes auxquels celles-ci ont le sentiment d'être réduits. Alain Juppé ou Laurent Fabius ont dès les années 1990

24. Analyse plus nuancée pour LREM qui, à l'approche de 2022, crée sa propre maison d'édition (Les Éditions Point d'Orgue) avec comme projet de publier une cinquantaine d'ouvrages programmatiques thématiques signés notamment par des parlementaires. Le parti ne se réduit donc pas ici à son leader, l'énonciation y est collective, mais ce projet valorise malgré tout l'auctorialité individualisée aux dépens de l'énonciation institutionnelle.

25. *Le Monde*, 28 mai 2021.

emprunté cette voie, s'acharnant à longueur d'ouvrages à s'émanciper de la caricature d'énarques rigides et froids qui leur collait à la peau. Le livre de l'ancien premier ministre socialiste *Cela commence par une balade* (Paris, Plon, 2003), où alternaient des confessions sur son goût des carottes rappées et sur sa passion pour la Star Academy, en a par exemple témoigné. Stratégies de correction d'image (voire de « réparation d'image ») [Amossy, 2018] et de montée en présidentialité? Sans doute ces présentations de soi étaient-elles d'abord stratégiques, et les commentateurs ne se privèrent pas de renvoyer ces auteurs aux très triviales échéances électorales qui se profilaient à l'horizon de leur présence en librairie... Mais le paradigme stratégique, salutairement opposé aux politiques clamant leur désintéressement et leur lassitude des jeux politiques, ne finit-il pas par appauvrir l'analyse? On peut, pour complexifier un peu celle-ci, lui opposer une pluralité de fonctions assignables au livre politique. Conquête du lecteur-électeur, sans doute, y compris au moyen des ruses de la dépolitisation et du désintéressement; mais aussi, pourquoi pas?, écriture *pour soi* (et pas seulement *de soi*)... Écriture réparatrice qui restaure une souveraineté de papier tellement aux antipodes de l'impuissance vécue au quotidien par les supposés « décideurs »? Jouissance du monologue sans adversaire, sans contradicteurs autres que ceux que l'on se choisit, dociles personnages à qui l'on fait dire ce que l'on veut et que l'on peut mettre au service d'un récit que l'on mène à sa guise. Roland Barthes qualifiait avec humour l'écriture de « monarchie absolue » : ce régime peut avoir des vertus consolatrices quand les jeux d'influence et les compétitions au sommet de l'État effritent chaque jour un peu plus le socle des convictions qui avaient pu nourrir la plus solide des vocations politiques. Les politiques écrivent aussi pour s'épancher, pour dire ce qui ne peut être dit ailleurs, par exemple les émotions que suscite l'activité politique²⁶. Prisonniers d'une obligation de transitivité (faire de la politique, c'est agir pour les autres, c'est affronter le monde pour le transformer), les détenteurs de fonctions politiques sont supposés ne pas s'attarder sur eux-mêmes. L'idéal d'utilité et de fonctionnalité qui justifie leur position est toujours, peu ou prou, synonyme d'effacement de soi ou de réduction à un rôle institutionnel impersonnel. L'écriture, de ce point de vue, signifie bien la revanche de l'individu au-delà du rôle (Neveu, 1992). Ce retour est prudent, il ne fait pas disparaître la contrainte de fonctionnalité (le politique peut parler de lui, mais il doit aussi, par hypothèse, parler de la société et de ses problèmes). Mais ce retour est assumé, il s'inscrit dans un air du temps qui tolère (et même valorise) la distance au rôle et l'authenticité. Être soi et être au service des autres? S'oublier et s'épanouir en même temps? Le paradoxe, au cœur des sociétés contemporaines, n'est qu'apparent : c'est en étant fidèle à soi, à ses convictions « profondes », que l'on prétend désormais s'engager. C'est en étant soi, à l'image de ces politiques utilisant le livre pour dire leur homosexualité²⁷, que l'on peut au mieux servir les

26. Voir dans cet ouvrage la contribution d'Alain Faure.

27. Voir dans cet ouvrage la contribution de Hugo Bouvard.

autres. Car si le rôle est endossé au prix d'un refoulement de l'identité singulière, il ne pourra l'être avec toute l'efficacité politique requise.

La rhétorique d'authenticité, désormais recevable en politique comme dans la plupart des univers sociaux, y compris ceux qui sont traditionnellement les plus impersonnels (école, entreprise...), n'est pas loin de fonctionner désormais comme une nouvelle norme. En notant par exemple la prégnance de la référence aux émotions dans les livres politiques dont il a dirigé la publication, Alain Faure suggère que cette thématique s'est banalisée, qu'elle est désormais parfaitement admise, au moins dans le contexte de l'écrit. L'écriture politique serait alors bien, pour partie au moins, écriture de soi et pour soi. Une littérature comme les autres? L'hypothèse, formulée par le même Alain Faure sous la forme d'un clin d'œil sans doute un rien provocateur, a au moins le mérite de poser la question des gratifications non politiques, non professionnelles, procurées par l'écriture. Ainsi encore, pour partie au moins, s'agissant ce que l'on peut qualifier d'écriture de ressentiment²⁸ : il s'agit sans doute pour les auteurs de maintenir une position dans le champ politique que la défaite aura fragilisée; mais il s'agit aussi, au-delà de toute stratégie, de se faire plaisir en laissant libre cours à une humeur trop longtemps contenue. Le succès en librairie des ouvrages de Philippe de Villiers doit ainsi beaucoup à son retrait de la vie politique et à une liberté de ton qu'interdit la compétition électorale. Si le métier politique se définit par l'extrême rigueur de l'autocontrôle auquel sont obligés ceux qui s'y consacrent, ne peut-on envisager les pratiques d'écriture sous l'angle de la libération partielle (et certes contrôlée) des pulsions (Wouters, 2007), ou même plus radicalement sous l'angle de la transgression et de la catharsis? Et ne peut-on encore, sur un mode plus léger, envisager le livre politique comme délassément, comme exercice récréatif? Ainsi, Edouard Philippe alors anonyme s'amusant à croquer les milieux politiques le temps d'un polar²⁹...

La montée en puissance des valeurs d'authenticité oriente à l'évidence la définition contemporaine des rôles politiques. Tous les acteurs de ce secteur ne sont pas également en mesure de s'adapter à ces nouvelles règles du jeu. Prisonnier d'un habitus qui le cantonnait au rôle de porte-parole du PC et de représentant du « peuple » communiste, Georges Marchais fut par exemple à bien des égards empêché d'approcher ce qui s'esquissait alors comme une nouvelle norme de présidentialité individualisée³⁰. Plusieurs décennies plus tard, l'équation n'est plus la même pour un Philippe Poutou soucieux tout à la fois de dénoncer les dérives de la personnalisation de la vie politique et de s'ajuster aux grammaires contemporaines de la médiatisation³¹. La comparaison avec Pablo Iglesias et Podemos se révèle ici fructueuse : si le leader espagnol, universitaire à l'origine, semble particulièrement prédisposé à user du livre pour diffuser ses idées, il est en revanche réticent à entrer dans le jeu de l'individualisation systé-

28. Voir dans cet ouvrage la contribution de François Hourmant

29. Voir dans cet ouvrage la contribution de Sébastien Ségas.

30. Voir dans cet ouvrage la contribution de Nicolas Azam.

31. Voir dans cet ouvrage la contribution d'Alice Krieg-Planque

matique : l'habitus professoral joue peut-être en ce qu'il ne prédispose pas aux épanchements, mais c'est surtout l'ambition d'incarner le collectif (le peuple et/ou le parti) qui, comme précédemment, oblige à une certaine impersonnalité, sinon à un certain effacement³².

Lorsqu'au contraire ils parviennent à s'inscrire dans cette tendance, les politiques peuvent avoir le sentiment d'être en phase avec les attentes du public, et très concrètement avec les canons de l'édition contemporaine. Le succès du genre biographique, le développement d'une ego-littérature plus que jamais centrée sur la figure de l'auteur (Annie Ernaux, Christine Angot, Emmanuel Carrère...), tout cela participe d'un même mouvement visant à rendre possible, voire nécessaire, le centrement du livre dit « politique » sur les personnalités du même nom. Ce mouvement intègre une dimension de peopolisation lorsque, sous prétexte de se présenter en toute transparence, les politiques en viennent à convoquer leur enfance, leurs amis, leur famille, leurs loisirs, allant parfois jusqu'à exhiber des faiblesses qui, en d'autres contextes, auraient pu les fragiliser.

Au-delà des livres en forme d'autoportraits, les injonctions à la personnalisation et à l'authenticité expliquent également le succès des ouvrages donnant à voir, sous la plume d'un auteur témoin encore trop vert pour parler de lui et de lui seulement, les grandes figures politiques du moment : ainsi par exemple Bruno Le Maire, jeune haut-fonctionnaire en 2008, dévoilant les coulisses du chiraquisme finissant (*Des Hommes d'État*, Grasset) [il récidivera en tant que ministre de Nicolas Sarkozy, dans *Jours de pouvoir*, en 2014]. Le dévoilement des coulisses active les mêmes ressorts que l'autobiographie : jouer du mythe tenace selon lequel la vérité du politique doit être traquée au-delà des rôles et des apparences institutionnelles, dans la vérité ultime des personnalités politiques. Le livre de témoignage peut aider des responsables peu médiatiques à gagner en visibilité, à l'image du récit que Michel Barnier consacre aux coulisses du Brexit (*La grande illusion*, Paris, Gallimard, 2021). Cette ivresse des coulisses peut même nourrir les écritures fictionnelles, comme dans le cas du polar écrit par Édouard Philippe et Gilles Boyer. Au terme de ce passage par la fiction, un voile en remplace un autre : ce ne sont plus les formes institutionnelles qui masquent la réalité politique, c'est la souveraine fantaisie du romancier qui s'amuse à déguiser les vrais politiques derrière des masques de fiction. Et c'est dans les coulisses du texte qu'il faudra désormais fouiller pour traquer, derrière un personnage de roman, le portrait caché de telle ou telle figure politique³³.

Cette tyrannie de la personnalisation joue au profit des livres évoquant la vie politique, la « comédie du pouvoir », au détriment des livres programmatiques dont la focale est davantage du côté des problèmes à régler. La triste litanie de ceux-ci attire moins la curiosité du grand public que les portraits, surtout lorsque ceux-ci empruntent à la tradition bien française de la critique acerbe à la Saint-Simon. Ainsi François Hollande connut-il davantage de succès lorsqu'il épinglait

32. Voir dans cet ouvrage la contribution de Vincent Dain.

33. Voir dans cet ouvrage la contribution de Sébastien Ségas.

tel ou tel, en particulier Emmanuel Macron (*Les leçons du pouvoir*, Stock, 2018), que lorsqu'il proposait d'analyser la crise des institutions (*Répondre à la crise démocratique*, Fayard, 2019).

Postures de recherches

On aura compris, au fil des développements précédents, la diversité des approches possibles visant le livre politique. Au plan méthodologique, ces approches peuvent être classées en deux catégories. Les approches *internes* visent à s'emparer du texte publié pour en interroger par exemple le lexique, les modes d'énonciation, les formes d'argumentation... Les *sciences du langage* (ici représentées par Alice Krieg-Planque) et les *sciences de l'information et de la communication* (Anne-Marie Pilote et Arnaud Montreuil) sont évidemment alors en première ligne. L'ambition quantitative peut se déployer sur des corpus simples à délimiter (le contenu des livres) : ainsi lorsque les derniers auteurs cités proposent des indicateurs chiffrés permettant d'objectiver la diversité du lexique utilisé (ou des thèmes abordés) au sein d'un corpus de livres politiques québécois. Les textes peuvent aussi être appréhendés de façon plus qualitative : par exemple lorsqu'est mentionnée la simplicité d'une écriture (celle de Georges Marchais) ou lorsque sont examinées les formes de présentation de soi adoptées par les politiques (celle de Jean-Marie Le Pen). La problématisation proposée précédemment, en termes d'individualisation du champ politique, trouve assez aisément sa traduction sur le terrain de l'énonciation. Le passage du « nous » au « je », mais plus généralement le fait de parler de soi, de mobiliser son vécu, et d'invoquer en permanence un souci de sincérité et d'authenticité, participent à l'évidence de cette individualisation. Le repérage des multiples façons, pour les auteurs, d'être présents au fil des pages qu'ils signent (comme auteur, comme énonciateur, comme personnage, comme expert...) constitue de ce point de vue une perspective féconde. Elle peut se déployer au-delà du texte *stricto sensu*, en direction de ce que Gérard Genette (1987) appelle le *péritexte* : Anne-Marie Pilote et Arnaud Montreuil analysent par exemple la taille des ouvrages, leur format, les illustrations de couverture (la photographie de l'auteur en couverture vaut, elle aussi, indicateur d'une individualisation du champ politique).

Ces analyses sur corpus ne suffisent pas. Le livre politique, on l'a dit, existe d'abord à l'échelle du champ politique au sein duquel il prend place. Au-delà en effet d'un *péritexte* dont on ne sait jamais s'il faut l'attribuer à l'auteur ou à l'éditeur, le livre se déploie en un *épitéxte* qui échappe à l'auteur : recensions dans la presse, commentaires sur les réseaux sociaux... Les politiques savent que ce dessaisissement est le prix du succès, l'espace public opérant des circulations, des réceptions, des appropriations complexes et multiples. Le chercheur ne peut ignorer ces circulations, car c'est ainsi que le livre peut participer de la fabrique d'une personnalité politique (Bruno Le maire), d'un possible retour en grâce (François Hollande) ou de la légitimation d'une cause (la cause homosexuelle par exemple, s'agissant des premières publications en forme de coming-out).

Le livre peut porter son auteur en lui conférant visibilité et légitimité, comme il peut en symboliser la chute : ainsi des promesses d'Emmanuel Macron exhumées bien des années plus tard et retournées contre l'auteur imprudent ; ainsi encore lorsque, en novembre 2019, des étudiants de Lille détruisent en public le livre de François Hollande *Répondre à la crise démocratique* (Fayard, Terra Nova, 2029) pour exprimer leur opposition à l'ancien président.

L'analyse des réceptions et des circulations du livre politique doit se doubler d'une analyse des stratégies qui, en amont, orientent son élaboration. Sans doute y a-t-il quelque naïveté à ainsi opposer amont et aval, production et réception : la production se comprend souvent comme anticipation de la réception (comment écrire des choses qui retiendront l'attention des médias ?), et en sens inverse les commentaires sont souvent explicitation des motifs qui ont nourri le projet de publication (pourquoi a-t-il ou a-t-elle fait ce livre ?). On gagne malgré tout à saisir le livre politique dans sa singularité stratégique. En quoi exprime-t-il, par la prétention énonciatrice affichée, une position particulière dans le champ politique, au croisement des rôles successivement occupés et des rôles plus ou moins légitimement envisagés. Carrière éditoriale et carrière politique, on l'a dit, interagissent intimement : la première reflète la seconde, mais elle peut aussi la bousculer, l'accélérer, ainsi pour ces trajectoires en forme de montées en présidentialité auxquelles le livre peut participer directement³⁴.

La question du public visé n'est pas tout à fait celle du public de fait touché par le livre. Public limité des lecteurs de livres politiques en qui on veut voir des leaders d'opinion ? Grand public des médias généralistes qui entendra parler du livre à défaut de le lire ? Si les stratégies des éditeurs rencontrent les préoccupations des politiques autour de la nécessité de toucher le plus de gens possible, il n'est pas interdit pour autant de raisonner à l'échelle de publics d'avantage spécifiés politiquement. Les politiques peuvent aussi s'adresser en priorité aux sympathisants de leur famille politique (comme les livres de primaires), ils peuvent vouloir rassurer les militants les plus politisés ou au contraire élargir leur clientèle électorale habituelle en partant à l'assaut d'un public élargi.

Si le paradigme stratégeste est *a priori* le bon s'agissant des comportements des acteurs politiques et en particulier des professionnels de ce secteur, sans doute ne faut-il pas se contenter de ce qui en serait une version caricaturale en postulant que le livre serait nécessairement, et une fois pour toutes, au seul service de la carrière politique. Une place doit sans doute être faite, on l'a dit, et dans des proportions qu'il est évidemment difficile d'évaluer, à l'écriture pour soi, écriture expressive permettant de clouer le bec à des adversaires réduits au silence, de dire ce qu'on a sur le cœur, en un mot de *se lâcher* ; ou bien à l'écriture récréative et de délassement... Le livre exprime alors sinon une sortie du champ politique au moins une mise entre parenthèses des normes qui le fondent. On couche sur le

34. On ne peut ici que plaider, sur le mode de l'autocritique, pour nourrir l'analyse d'entretiens avec les acteurs décisifs que sont les conseillers en communication, les « plumes de l'ombre », les éditeurs, les commentateurs, et bien sûr les « auteurs ». Voir en ce sens dans cet ouvrage la contribution de Rémi Lefebvre, le seul des contributeurs à avoir réalisé de tels entretiens.

papier ce qu'on oserait dire à la tribune de l'Assemblée ou ce que l'on n'a jamais osé dire en conseil des ministres ; on écrit pour fuir un temps les rudesses de la politique. Au point de perdre de vue les effets politiques que ces sorties produiront ? On peut en douter. Rien n'est plus stratégiquement et politiquement pensé que l'apparent acte d'affranchissement... En contexte de crise de la représentation, le meilleur moyen de s'attirer la sympathie des électeurs n'est-il pas de prendre ses distances par rapport à la politique ? L'opposition entre livre « stratégique » et livre « pour soi » est finalement bien fragile. Que dire par exemple de ces élus socialistes prenant la plume pour effectuer un examen de conscience et pour tirer un bilan critique de leur exercice du pouvoir ? Réflexivité au service de soi, sans doute, mais aussi, bien sûr, habile exercice de justification auprès de lecteurs qui seront aussi les électeurs de demain.

L'ouvrage ci-après a son origine dans une réflexion collective amorcée lors du Congrès de l'*Association française de Science politique* de 2019. Il a été enrichi par des contributions multiples qui, si elles ne suffisent évidemment pas à traiter de l'ensemble des questions, permettent d'en entrevoir les dimensions les plus significatives. Ces contributions, on l'a dit, proviennent de disciplines variées, même si c'est bien une perspective de sociologie politique qui fait ici dénominateur commun.

Si l'analyse porte pour l'essentiel sur la production éditoriale de la classe politique française contemporaine, il nous a semblé pertinent de suggérer une double mise en perspective historique et géopolitique. La singularité française sur le terrain du livre politique apparaît comme un lieu commun qu'il convient d'interroger et d'approfondir. En revenant sur quelques figures de la Troisième République, on peut donner à voir la genèse du livre politique dans un contexte de professionnalisation politique et d'avènement des médias modernes. En risquant un détour par l'Espagne, le Québec et les États-Unis, on peut observer des phénomènes de convergence, voire de standardisation, autour des stratégies de publication des personnalités politiques. Ces convergences suffisent-elles à conclure que nos politiques se sont convertis à une conception très profane de l'édition, qu'ils en ont terminé avec la sacralité et la fascination littéraire qui habitaient le général de Gaulle ou François Mitterrand ? Le lecteur en jugera... Mais quand, pour ce qui sera son portrait officiel de chef d'État, Emmanuel Macron choisit de poser avec, posés sur son bureau, les *Mémoires de Guerre* du général de Gaulle (qui seront rejoints plus tard par un exemplaire de la série de mangas *One Piece* créée par Eiichiro Oda), on peut se risquer à penser que cette sacralité n'a pas totalement disparu.

BIBLIOGRAPHIE

- AMOSSY Ruth (dir.), 2018, « La réparation d'image dans le discours de campagne », *Langage et Société*, n° 164.
- Cos Rafaël, 2016, « Le projet socialiste (dés)saisi par les primaires. Procédures « rénovatrices » et production programmatique », in Rémi LEFEBVRE et Éric TREILLE (dir.), *Les primaires ouvertes en France*, Rennes, PUR, p. 163-180.
- CROSS William, KATZ Richard et PRUYERS Scott (dir.), 2018, *The Personalization of Democratic Politics and the Challenge for Political Parties*, Londres/New York, ECPR Press.
- DARRAS Éric, 1995, « Le « pouvoir médiocratique »? Les logiques du recrutement des invités politiques à la télévision », *Politix*, n° 30, p. 183-198.
- DAVIES Aeron et SEYMOUR Emily, 2014, « La production des formes de capital médiatique interne et externe. L'étrange cas de David Cameron au sein du champ politique britannique », *Réseaux*, vol. 187, n° 5, p. 107-133.
- DELPORTE Christian, 2014, *Come back! Ou l'art de revenir en politique*, Paris, Flammarion.
- DESRUMAUX Clément et NOLLET Jérémie (dir.), 2021, *Un capital médiatique? Usages et légitimation de la médiatisation en politique*, Rennes, PUR.
- EYMERI-DOUZANS Jean-Michel, BIOY Xavier et MOUTON Stéphane (dir.), 2015, *Le règne des entourages*, Paris, Presses de Sciences Po.
- GENETTE Gérard, 1987, *Seuils*, Paris, Seuil.
- HEINICH Nathalie, 2000, *Être écrivain, création et identité*, Paris, La Découverte.
- HEINICH Nathalie, 1995, « Façons d'être écrivain. L'identité professionnelle en régime de singularité », *Revue française de sociologie*, n° 36-3, p. 499-524.
- HOURMANT François, 2010, *François Mitterrand, le pouvoir et la plume*, Paris, PUF.
- LE BART Christian, 2013, *L'égopolitique, essai sur l'individualisation du champ politique*, Paris, A. Colin.
- LE BART Christian, 1998, « L'écriture comme modalité d'exercice du métier politique », *Revue Française de Science Politique*, p. 76-96.
- MOTS, 2013, *Les livres des journalistes politiques*, Lyon, ENS-éd.
- NEVEU Erik, 1992, « Les sceptres, les masques et la plume », *Mots*, p. 7-27.
- OLLIVIER-YANIV Caroline, 2003, « Des conditions de production politique : les écrivains des prises de paroles publiques ministérielles », in BONNAFOUS Simone, CHIRON Pierre, DUCARD Dominique et LÉVY Carlos, *Argumentation et discours politique*, Rennes, PUR, p. 89-100.
- TREILLE Éric, 2021, « Le masque et la plume. Le métier d'écrivain de l'exécutif entre exposition médiatique et invisibilité professionnelle », *Politiques de communication*, p. 155-177.
- WOUTERS Cas, 2007, *Informalization : Manners and Emotions since 1890*, Londres, Sage.